



Non au « Pacte budgétaire » et à l'Europe punitive, OUI À UNE EUROPE SOLIDAIRE !

Mercredi 29 février, la Confédération européenne des syndicats (CES) appelle à une journée de mobilisation des syndicats européens pour dénoncer le nouveau traité européen – le Pacte fiscal – qui sera signé lors du Sommet européen des 1^{er} et 2 mars. Dans de nombreux pays européens, les syndicats européens manifesteront de manière conjointe contre un texte qui ne propose rien d'autre que d'enfoncer encore davantage l'Europe dans l'austérité généralisée.

Avec le Pacte budgétaire, c'est une véritable camisole de force néolibérale qui est imposée à l'Europe. Le texte prévoit la mise en place de « règles d'équilibre budgétaire » dans les législations nationales, et de dispositifs de contrôle budgétaire, et de sanctions pour les « mauvais élèves » de l'austérité.

Les gouvernements seront donc amenés, de gré ou de force, à procéder à des coupes drastiques dans la fonction publique, la financiarisation des régimes de retraites, la flexibilisation du marché du travail et la remise en cause des droits sociaux et notamment de la négociation collective.

Les politiques d'austérité ont pourtant déjà prouvé leur inanité en Grèce, plongeant le pays dans un chaos économique et social sans précédent, après deux années de soi-disant « plans de sauvetages » à répétition. La Grèce sera donc le laboratoire du pire.

Pour mettre en place l'austérité généralisée, le Pacte budgétaire s'articule avec le Mécanisme européen de stabilité (MES). Ce mécanisme succède au Fonds européen de stabilité financière pour imposer des purges sociales aux pays surendettés, et organiser le sauvetage de leurs créanciers.

Pour financer cette prétendue « solidarité », le MES devra emprunter sur les marchés financiers. Ses membres devront donc redoubler de rigueur pour « rassurer les marchés », et permettre au MES de conserver sa note.

Un bricolage absurde, qui permet d'éviter une intervention directe, pourtant nécessaire, de la Banque centrale européenne...

Le Pacte budgétaire participe, avec le MES, d'une dérive autoritaire et technocratique des institutions européennes. Il organise le transfert de la prise de décisions économiques fondamentales vers des instances non élues, et dont la principale prérogative consiste à « rassurer les marchés ».

Les peuples européens doivent se mobiliser au plan national et européen, pour exprimer le rejet de cette dérive technocratique et autoritaire. Un choix tel que celui de l'austérité généralisée engage notre avenir. Il nécessite un véritable débat citoyen et une consultation populaire.

En France, le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique appelle tous les citoyens à se mobiliser dans leurs quartiers, leurs villages, leurs lieux de travail, pour construire ensemble ce débat. Dans cette perspective, nous nous joignons aux manifestations organisées par les syndicats à l'appel de la CES.

Dans la semaine du 5 au 12 mars nous appelons chacun à se joindre aux initiatives des collectifs locaux pour l'audit citoyen afin d'exprimer notre opposition à ce traité et d'imposer un véritable débat ; une réunion publique des collectifs de la région Île-de-France se tiendra le 5 mars à la Bourse du travail rue Charlot.